

**ENTENTE DE DÉLÉGATION
DE GESTION D'ACTIVITÉS D'AMÉNAGEMENT FORESTIER
SUR LES TERRES DU DOMAINE DE L'ÉTAT**

ENTRE : **Le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs**, pour et au nom du Gouvernement du Québec, agissant par madame Line Drouin, sous-ministre, dûment autorisée en vertu de l'article 5 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2),

Ci-après appelé le « **Ministre** »

ET : **Rexforêt inc.**, personne morale légalement constituée, ayant son siège au 2954, boulevard Laurier, bureau 590, Québec (Québec) G1V 4T2, ici représentée par son président du conseil d'administration, monsieur Jean Roy, et son directeur général, monsieur Marc Lamontagne, dûment autorisés ainsi qu'ils le déclarent,

Ci-après appelée « **Rexforêt** »

Ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QUE dans le cadre du régime forestier québécois établi en 2013 en vertu de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1), ci-après désignée la « LADTF », le **Ministre** est responsable de l'aménagement durable des forêts du domaine de l'État et de leur gestion;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 17.22 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), ci-après désignée la « LMRNF », le **Ministre** peut déléguer, par entente, à une personne morale, une partie de la gestion des territoires du domaine de l'État, y compris les ressources forestières se trouvant à l'intérieur de ces territoires;

ATTENDU QUE le premier alinéa de cet article prévoit également que la gestion déléguée peut notamment concerner la planification des interventions, leur réalisation, leur suivi ou leur contrôle;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 17.23 de la LMRNF prévoit les éléments qui doivent faire partie de l'entente de délégation de gestion dont notamment les règles spécifiques relatives aux contrats que le délégataire peut octroyer;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de cet article prévoit que l'exercice de pouvoirs par un délégataire n'engage pas la responsabilité du gouvernement;

ATTENDU QUE l'industrie sylvicole compte quelque 125 entreprises réparties dans toutes les régions du Québec;

ATTENDU QUE le modèle d'affaires de l'industrie sylvicole a été considérablement modifié avec l'établissement du régime forestier actuel en 2013 en vertu de la LADTF;

ATTENDU QUE la main-d'œuvre pose un défi très important pour l'industrie sylvicole en particulier;

ATTENDU QUE **Rexforêt** a pour mission de réaliser des activités d'aménagement forestier dans le but de soutenir le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, ci-après le « MFFP », au plan opérationnel dans l'exercice de ses responsabilités législatives;

ATTENDU QUE Rexforêt collabore avec le MFFP depuis sa création dans la mise en œuvre opérationnelle de programmes d'aménagement forestier et a su développer une expertise dans le domaine;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'implication de Rexforêt dans la mise en œuvre du régime forestier québécois et afin d'assurer une continuité dans la bonne gestion et la gouvernance de Rexforêt, le **Ministre** et Investissement Québec (IQ), par l'entremise d'IQ Rexfor, l'unique actionnaire de Rexforêt, se sont entendus sur les principes de gouvernance de Rexforêt;

ATTENDU QUE le **Ministre** désire poursuivre sa collaboration avec Rexforêt en continuant de lui confier un rôle important dans la mise en œuvre du régime forestier québécois;

ATTENDU QUE l'Entente de délégation de gestion d'activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'État intervenue en 2012 entre le ministère des Ressources naturelles et Rexforêt prend fin le 31 mars 2018;

ATTENDU QUE le **Ministre** désire conclure avec Rexforêt une nouvelle entente de délégation de gestion conformément à la LMRNF.

EN CONSÉQUENCE, les **Parties** conviennent de ce qui suit :

Article 1 **INTERPRÉTATION**

- 1.1. Les attendus aux présentes ainsi que les annexes dont il est fait mention font partie intégrante de la présente entente. En cas de conflit entre les annexes et la présente entente, cette dernière prévaut.
- 1.2. La présente entente est régie par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.
- 1.3. La présente entente constitue l'entente complète entre les **Parties** en ce qui a trait à la délégation et, à cet égard, toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet.
- 1.4. La présente entente peut être signée en autant d'exemplaires que les **Parties** jugent nécessaires et, lorsqu'ils sont ainsi signés, tous ces exemplaires ont la même validité, lient les **Parties** qui les ont signés et ne constituent ensemble qu'un seul et même document.
- 1.5. La nullité ou l'illégalité d'une disposition de la présente entente n'entraîne pas la nullité ou l'illégalité de ses autres dispositions, lesquelles doivent être considérées comme divisibles à l'égard de la disposition jugée nulle ou illégale.
- 1.6. Les titres apparaissant dans la présente entente n'y sont insérés que pour en faciliter la lecture et ne peuvent servir à l'interpréter.
- 1.7. Les **Parties** reconnaissent que les dispositions de la présente entente ont été librement discutées entre elles et qu'elles ont reçu les explications adéquates sur leur nature et leur étendue.
- 1.8. Le fait qu'une partie n'ait pas insisté sur la pleine exécution de l'une des obligations contenues à l'entente ou n'ait pas exercé l'un des droits conférés par celle-ci ne doit pas être considéré comme une renonciation pour l'avenir à la pleine exécution de cette obligation ou à ce droit. Une partie peut, à sa seule discrétion, renoncer, en totalité ou en partie, aux droits qui lui sont conférés par l'entente. Une telle renonciation doit être écrite et peut être

conditionnelle ou non, révocable ou irrévocable, suivant sa teneur. Une renonciation n'est imputable qu'aux droits et aux circonstances expressément visés par cette renonciation.

- 1.9. Tous les droits mentionnés dans l'entente sont cumulatifs et non alternatifs. La renonciation à un droit ne constitue pas une renonciation à tout autre droit.
- 1.10. Les règles relatives au calcul des délais fixés par la présente entente ou impartis en vertu de quelque-une de ses dispositions sont celles que prévoit l'article 52 de la Loi d'interprétation (RLRQ, chapitre I-16).
- 1.11. Tout paiement devant être effectué en vertu de la présente entente le sera en monnaie ayant cours légal au Canada.

Article 2

OBJET

- 2.1. La présente entente a pour objet de confier à **Rexforêt** la gestion d'activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'État, lesquelles terres sont sous la responsabilité des directions générales sectorielles (DGS) du MFFP ci-après indiquées, le tout conformément aux dispositions de la présente entente :

- Direction générale secteur nord-est
 - Direction de la gestion des forêts Saguenay–Lac-Saint-Jean
 - Direction de la gestion des forêts Côte-Nord
- Direction générale secteur nord-ouest
 - Direction de la gestion des forêts Abitibi-Témiscamingue
 - Direction de la gestion des forêts Nord-du-Québec
- Direction générale secteur central
 - Direction de la gestion des forêts Mauricie–Centre-du-Québec
 - Direction de la gestion des forêts Capitale-Nationale–Chaudière-Appalaches
- Direction générale secteur sud-est
 - Direction de la gestion des forêts Bas-Saint-Laurent
 - Direction de la gestion des forêts Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction générale secteur sud-ouest
 - Direction de la gestion des forêts Outaouais
 - Direction de la gestion des forêts Lanaudière–Laurentides
- Direction générale secteur métropolitain et sud
 - Direction de la gestion des forêts Estrie–Montréal–Montréal–Laval

Article 3

DURÉE ET RENOUVELLEMENT

- 3.1. La présente entente entre en vigueur le 1^{er} avril 2018 et se termine le 31 mars 2023.
- 3.2. La présente entente pourra être renouvelée pour une période additionnelle de cinq (5) ans selon les termes et conditions à convenir entre les **Parties**.
- 3.3. Le **Ministre** et **Rexforêt** doivent s'aviser mutuellement de leur intention de renouveler ou non la présente entente en transmettant un avis écrit à cet effet à l'autre partie au plus tard le 31 mars 2022.

Article 4

RESPONSABILITÉS DÉLÉGUÉES

4.1. Dans le cadre de la présente entente, le **Ministre** délègue à **Rexforêt** :

4.1.1. la réalisation des travaux d'aménagement forestier inscrits à la planification forestière visée à l'article 8.2.1 des présentes (ci-après la « planification forestière »), notamment les travaux sylvicoles, les travaux de voirie, l'inventaire, le rubanage et le martelage. **Rexforêt** peut elle-même réaliser les travaux ou les faire réaliser par des entreprises d'aménagement détenant le certificat visé à l'article 62 de la LADTF ou inscrites à un programme pour l'obtention d'un tel certificat. Dans ce cas, **Rexforêt** pourra, à titre de donneur d'ouvrage :

- a) octroyer des contrats ou des ententes à long terme à des entreprises d'aménagement pour la réalisation de travaux d'aménagement forestier ou de tous autres travaux connexes sur les terres du domaine de l'État inscrits à la planification forestière, et ce, conformément à sa Politique d'attribution et d'adjudication de contrats et d'ententes d'aménagement forestier (ci-après désignée la « Politique de contrats ») et au Manuel de réalisation des appels d'offres publics établi par le Bureau de mise en marché des bois (BMMB). La durée de ces contrats ou ententes ne pourra excéder la date de terminaison de la présente entente et **Rexforêt** devra en assurer la gestion opérationnelle et administrative;
- b) utiliser les taux fixés par le BMMB pour les travaux d'aménagement forestier non couverts par la grille de taux établie annuellement par le BMMB, lorsque requis par le **Ministre**;
- c) offrir à des entreprises d'aménagement, si elle juge le risque acceptable, d'être sous la responsabilité de la certification environnementale qu'elle détient, et ce, aux conditions qu'elle détermine;

4.1.2. la réalisation du mesurage des bois récoltés associés aux travaux d'aménagement qui lui sont confiés, comme défini à la planification forestière. Cette responsabilité peut être confiée à un tiers; toutefois, **Rexforêt** en demeure responsable. Le mesurage devra être effectué selon l'une des méthodes reconnues par le **Ministre**, déterminée par voie réglementaire.

4.1.3. le suivi de la conformité (respect des normes de qualité) des travaux d'aménagement forestier sous sa responsabilité;

4.1.4. l'acceptabilité finale des travaux d'aménagement forestier réalisés, incluant le paiement de ceux-ci. S'il y a lieu, **Rexforêt** devra moduler le taux utilisé pour calculer le paiement dû selon les directives du **Ministre**, notamment aux fins de production du rapport annuel technique et financier (RATF) devant être présenté au **Ministre** et du rapport annuel d'activité de **Rexforêt**.

4.2. Le **Ministre** entend également déléguer à **Rexforêt** la gestion de certains programmes particuliers en vertu de la LMRNF ainsi que la gestion d'autres activités d'aménagement forestier jugées pertinentes par une direction générale sectorielle du MFFP dans les limites budgétaires autorisées. Les termes et conditions de délégation de ces programmes ou activités seront définis par les **Parties**. Les frais de gestion et d'administration de 5 % prévus à l'article 6.1.6 ne s'appliqueront pas à l'enveloppe de programme si celui-ci prévoit déjà à ses normes des frais pour sa gestion et son administration.

Article 5
OBLIGATIONS DE REXFORÊT

5.1. Dans le cadre de la présente entente, **Rexforêt** s'engage à :

- 5.1.1. respecter les orientations et les balises établies par le **Ministre** pour la réalisation des travaux qui lui sont confiés en vertu des présentes;
- 5.1.2. faire preuve d'éthique, de rigueur, d'efficience et de transparence;
- 5.1.3. prendre des mesures, au besoin, pour valoriser, attirer et retenir la main-d'œuvre sylvicole en collaboration avec les entités concernées;
- 5.1.4. prendre des mesures, au besoin, pour soutenir la viabilité à long terme de l'industrie sylvicole québécoise, en collaboration avec les entités concernées;
- 5.1.5. assurer la gestion opérationnelle et administrative des contrats et ententes conclus avec les entreprises d'aménagement;
- 5.1.6. se conformer à sa Politique de contrats adoptée par son conseil d'administration, laquelle doit considérer les défis que pose le régime forestier québécois et particulièrement ceux qui touchent l'industrie sylvicole. Ainsi, la Politique de contrats doit :
 - a) assurer la transparence dans les processus contractuels;
 - b) assurer le traitement des entreprises avec équité et intégrité;
 - c) permettre à toutes les entreprises qualifiées de participer au processus d'appel d'offres;
 - d) respecter les balises et les orientations établies par le **Ministre** pour la mise en œuvre du régime forestier;
 - e) prévoir des procédures efficaces et efficientes;
 - f) assurer une saine utilisation des fonds publics;
 - g) assurer la mise en œuvre de systèmes d'assurance de la qualité;
 - h) prévoir une reddition de comptes fondée sur l'imputabilité de ses dirigeants.
- 5.1.7. détenir un certificat environnemental ISO 14001 valide, pour la durée de la présente entente;
- 5.1.8. respecter la politique environnementale adoptée par son conseil d'administration, laquelle doit respecter et promouvoir les 16 principes énoncés à l'article 6 de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1);
- 5.1.9. respecter la politique de santé et sécurité au travail adoptée par son conseil d'administration;
- 5.1.10. se conformer aux prescriptions sylvicoles et aux modalités opérationnelles prévues à la planification forestière;
- 5.1.11. respecter les plans d'aménagement forestier intégrés et, si des modifications à la planification des travaux s'avéraient nécessaires, à présenter les demandes de modifications au **Ministre**;

- 5.1.12. réaliser les travaux d'aménagement forestier inscrits à la planification forestière selon les règles de l'art et en conformité avec les lois et les règlements applicables;
- 5.1.13. transmettre au **Ministre** ses prévisions budgétaires annuelles des dépenses d'approbation des travaux et rapports pour toutes les régions ainsi que celles des frais de gestion et d'administration en lien avec la planification des travaux déterminée par le MFFP;
- 5.1.14. respecter les exigences contractuelles supplémentaires prévues à l'annexe 6, les normes, les guides, les manuels, les balises et toutes procédures techniques en vigueur émises par le MFFP et, si des dérogations s'avéraient nécessaires, à en présenter les demandes au **Ministre**;
- 5.1.15. évaluer la performance des entreprises d'aménagement forestier liées à elle par contrat ou par entente et en communiquer, sur demande, les résultats au **Ministre**;
- 5.1.16. posséder les qualifications, les autorisations, les permis, les licences, les enregistrements, les certificats, les accréditations et les attestations nécessaires à la réalisation des travaux;
- 5.1.17. acquérir et à détenir, le cas échéant, tous les droits de quelque nature qu'ils soient, y compris les droits de propriété intellectuelle, qui s'avèrent nécessaires pour réaliser les travaux prévus dans cette entente;
- 5.1.18. rembourser au **Ministre**, selon les modalités à convenir, tout montant non utilisé à l'expiration de la présente entente ou à la date de sa résiliation, le cas échéant;
- 5.1.19. éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt personnel de ses administrateurs et celui du **Ministre** ou créant l'apparence d'un tel conflit, à l'exclusion toutefois d'un conflit découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente entente;
- 5.1.20. collaborer entièrement avec le **Ministre** dans l'exécution de la présente entente;
- 5.1.21. s'assurer que tous les coûts et les frais liés à la gestion, l'administration, l'exécution, l'approbation, le suivi, le contrôle et à la reddition de comptes des activités d'aménagement forestier sont assumés à même l'enveloppe budgétaire allouée annuellement par le **Ministre**;
- 5.1.22. respecter les dispositions des lois et des règlements d'application en vigueur la concernant;
- 5.1.23. prendre les mesures nécessaires et raisonnables pour s'assurer que les travaux répondent aux exigences de qualité établies par le **Ministre**, les indicateurs de performance de Rexforêt étant définis à l'annexe 5;
- 5.1.24. respecter les délais fixés dans la présente entente;
- 5.1.25. présenter au **Ministre** des rapports sur l'état d'avancement des travaux réalisés dans le format et selon la fréquence déterminés par le **Ministre**;
- 5.1.26. présenter au **Ministre**, dans les 90 jours suivant la fin de son exercice financier, une reddition de comptes technique et financière complète selon la forme et la teneur déterminées par le **Ministre** ainsi que son rapport annuel d'activité étant entendu que la reddition de comptes sera fondée sur l'imputabilité de ses dirigeants;
- 5.1.27. fournir au **Ministre**, dans la forme requise par ce dernier, tous les renseignements ou documents, y compris les données financières qu'elle détient et que le **Ministre** pourrait lui réclamer pour le suivi de la mise en œuvre de la présente entente, pour

son évaluation ou, le cas échéant, qui sont nécessaires à l'alimentation des systèmes gouvernementaux de gestion forestière et environnementale;

- 5.1.28. tenir et mettre à jour tous les livres ou les dossiers pour assurer une saine gestion des activités déléguées, étant entendu que les documents doivent faire état de toutes les transactions effectuées et doivent permettre au **Ministre** d'effectuer les vérifications qu'il juge appropriées;
- 5.1.29. permettre aux représentants désignés par le **Ministre** d'examiner, pendant les heures d'ouverture, les lieux des travaux, les contrats et les ententes, le processus d'appel d'offres public ainsi que les dossiers, les comptes et les registres qu'elle tient. De plus, à la demande du **Ministre**, **Rexforêt** doit recueillir auprès d'une entreprise liée à elle, par contrat ou par entente, les données requises aux termes d'un projet et doit mener les vérifications nécessaires;
- 5.1.30. rendre disponibles à son bureau, à la demande du **Ministre**, toutes les pièces justificatives supportant l'utilisation des fonds qui lui sont versés par le **Ministre**;
- 5.1.31. se conformer à sa politique de gestion documentaire adoptée par son conseil d'administration pour l'ensemble des documents visés par la présente entente, sous tout support d'information que ce soit. **Rexforêt** devra notamment s'assurer de respecter les mêmes durées de conservation que celles prescrites au calendrier de conservation du MFFP pour les documents visés par la présente entente.

Article 6

OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DU MINISTRE

- 6.1. Dans le cadre de la présente entente, le **Ministre** s'engage à :
 - 6.1.1. accompagner **Rexforêt**, selon les besoins, dans la prise en charge de la gestion des activités d'aménagement forestier dont elle a la responsabilité tout en tenant compte de ses capacités et de ses orientations;
 - 6.1.2. transférer à **Rexforêt** ses connaissances, son expertise, le suivi et les technologies nécessaires pour exécuter les travaux et lui fournir l'ensemble des données convenues pour la réalisation des activités d'aménagement, incluant les guides, les manuels, les normes, les balises et les procédures disponibles et existantes;
 - 6.1.3. transmettre à **Rexforêt** toutes les données cartographiques et autres nécessaires à la réalisation des travaux;
 - 6.1.4. communiquer à **Rexforêt** toute information relative à l'industrie de l'aménagement forestier dont elle pourrait avoir besoin;
 - 6.1.5. présenter aux comités régionaux de suivi (article 7), aux fins d'analyse et de discussion, la planification forestière détaillée des activités d'aménagement à réaliser ainsi que l'enveloppe budgétaire disponible;
 - 6.1.6. verser à **Rexforêt** le coût réel des dépenses d'exécution des travaux d'aménagement forestier, les frais de gestion et d'administration ainsi que les frais d'approbation de ces travaux et des rapports qui sont définis aux annexes 1 à 3 (article 8). Les frais de gestion et d'administration ne peuvent cependant excéder 5 % de l'enveloppe budgétaire allouée annuellement par le **Ministre** qui versera ces sommes selon les modalités prévues à l'annexe 4. Sous réserve de l'approbation de la Loi n° 1 sur les crédits, une avance d'un maximum de 25 % de l'enveloppe annuelle allouée par le **Ministre** sera versée en début d'année financière. Le solde sera versé à une fréquence permettant de combler de façon sécuritaire l'ensemble

des besoins financiers établis dans les annexes annuelles et en tenant compte de la capacité de **Rexforêt**;

- 6.1.7. communiquer à **Rexforêt**, dans les meilleurs délais, ses exigences en matière de reddition de comptes;
- 6.1.8. établir annuellement, si requis, les indicateurs de performance de **Rexforêt** (article 8), lesquels seront présentés à son conseil d'administration et contenus à l'annexe 5;
- 6.1.9. lorsque **Rexforêt** fait réaliser les travaux par des entreprises d'aménagement, reconnaître que **Rexforêt** agit comme donneur d'ouvrage dans le cadre de la présente entente et qu'à ce titre, elle est la seule interlocutrice vis-à-vis les entreprises d'aménagement avec qui elle contracte ou conclut une entente.

Article 7 **COMITÉS DE SUIVI**

- 7.1. Les **Parties** constituent, aux fins de la présente entente, un comité de suivi provincial et des comités régionaux de suivi.
- 7.2. Le comité de suivi provincial a pour mandat :
 - 7.2.1. d'analyser la progression des travaux et l'évolution budgétaire des annexes annuelles (article 8);
 - 7.2.2. d'analyser les problématiques opérationnelles, budgétaires et administratives, et de rechercher des solutions;
 - 7.2.3. de participer à l'analyse avec le BMMB, dans un contexte de transposition, des résultats des contrats octroyés par appel d'offres public et en vertu des ententes à long terme;
 - 7.2.4. de régler des différends, le cas échéant;
 - 7.2.5. de recommander au **Ministre** et à **Rexforêt** des améliorations à la présente entente.
- 7.3. Chaque comité de suivi régional a pour mandat :
 - 7.3.1. d'analyser la planification forestière des travaux prévue aux annexes annuelles (article 8);
 - 7.3.2. d'analyser périodiquement, ou au besoin, les projets de changement à la planification forestière des travaux prévue aux annexes annuelles (article 8);
 - 7.3.3. d'analyser la progression des travaux et l'évolution budgétaire qui en découle;
 - 7.3.4. d'analyser les problématiques opérationnelles et budgétaires régionales et de rechercher des solutions;
 - 7.3.5. de régler les différends entre les **Parties**, le cas échéant;
 - 7.3.6. de recommander au comité de suivi provincial des améliorations à la présente entente.
- 7.4. Le comité de suivi provincial sera composé de quatre (4) représentants du **Ministre** dont trois (3) désignés par le sous-ministre associé aux Opérations régionales du MFFP et un (1)

désigné par le sous-ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs du MFFP et de quatre (4) représentants de **Rexforêt** désignés par son directeur général.

- 7.5. Selon les besoins, les **Parties** peuvent inviter un maximum de deux (2) personnes-ressources pour prendre part aux réunions du comité de suivi provincial.

Article 8 **ANNEXES ANNUELLES**

- 8.1. Les **Parties** conviennent de conclure des annexes annuelles provinciales pour chaque année financière couverte par la présente entente.
- 8.2. Les annexes annuelles incluent notamment ce qui suit :
- 8.2.1. la planification des travaux d'aménagement forestier de chaque région telle que déterminée par le MFFP et le budget d'exécution (annexe 1);
 - 8.2.2. le budget d'approbation des travaux et les rapports de **Rexforêt** (annexe 2);
 - 8.2.3. le budget de gestion et d'administration de **Rexforêt** (annexe 3);
 - 8.2.4. les modalités des transferts de fonds du **Ministre** à **Rexforêt** (annexe 4);
 - 8.2.5. les indicateurs de performance demandés à **Rexforêt** par le **Ministre** (annexe 5);
 - 8.2.6. la liste des exigences contractuelles supplémentaires par année d'exercice (annexe 6).
- 8.3. Toute modification aux annexes annuelles doit être faite par écrit et être signée par les **Parties**.

Article 9 **DISPOSITION DES BOIS**

- 9.1. À la demande du **Ministre** et selon ses directives, **Rexforêt** peut disposer des bois issus des travaux d'aménagement forestier réalisés dans le cadre de la présente entente.
- 9.2. Les revenus perçus par **Rexforêt** dans le cadre de la disposition des bois seront affectés selon la façon établie par le **Ministre**.
- 9.3. Si **Rexforêt** se voit confier la vente des bois à la demande du **Ministre**, **Rexforêt** est alors tenue d'enregistrer ces volumes au système Mesubois.

Article 10 **FIN DE L'ENTENTE**

- 10.1. Le **Ministre** ou **Rexforêt** peut mettre fin à la présente entente en tout temps par un avis écrit à cet effet transmis à l'autre partie, au plus tard le 1^{er} octobre pour résiliation au 1^{er} avril suivant.
- 10.2. Le **Ministre** peut résilier la présente entente si **Rexforêt** fait défaut de se conformer aux conditions et aux dispositions qui y sont prévues et que ce défaut n'est pas corrigé dans les trente (30) jours suivants la réception d'un avis écrit donné par le **Ministre** faisant état du défaut et demandant qu'il soit corrigé ou, si ce défaut ne peut être corrigé dans ce délai de

trente (30) jours, que ce défaut demeure non corrigé au-delà du délai raisonnable nécessaire pour que **Rexforêt** le corrige en faisant preuve de toute la diligence requise.

Le **Ministre** peut également résilier la présente entente si **Rexforêt** cesse ses opérations.

- 10.3. Toute dérogation aux dispositions de l'article 13 de la présente entente peut, si le **Ministre** en décide ainsi, entraîner la résiliation de cette entente à compter de la date de la cession.
- 10.4. **Rexforêt** sera responsable des dommages que pourrait subir le **Ministre** du fait de la résiliation de l'entente effectuée pour l'un ou l'autre des motifs prévus aux articles 10.2 ou 10.3.
- 10.5. Nonobstant la pleine et entière exécution de la présente entente, son expiration pour quelque motif que ce soit ou encore sa résiliation, toutes les dispositions comprises dans la présente entente qui, par leur nature, s'appliquent au-delà de la fin de l'entente, notamment l'article 5.1.31 (engagements de **Rexforêt** – conservation des documents) et l'article 15 (responsabilité) demeurent en vigueur.
- 10.6. Advenant que l'une des **Parties** mette fin à la présente entente en vertu de l'article 10.1 ou que celle-ci soit résiliée par le **Ministre** suivant l'un ou l'autre des articles 10.2 ou 10.3, tous les contrats octroyés et toutes les ententes conclues par **Rexforêt** et applicables après la date de résiliation seront cédés au **Ministre**. Ce dernier s'engage à assumer la totalité des obligations et des responsabilités de **Rexforêt** prévues à ces contrats et ententes.

Dans les cas prévus au premier alinéa, le **Ministre** s'engage à rembourser à **Rexforêt** tous les frais engagés par ce dernier dans le cadre de l'exécution de la présente entente à la date où prend fin l'entente, déduction faite des avances financières que lui aurait faites le **Ministre**, lesquelles, pour le solde, devront lui être remises.

Rexforêt n'aura droit à aucune autre compensation ou indemnité que ce soit.

- 10.7. À la fin de la présente entente ou à la suite de la résiliation ou du non-renouvellement de celle-ci, le cas échéant, **Rexforêt** s'engage à transmettre au **Ministre** :
- 10.7.1. tous les renseignements et les documents que ce dernier peut demander ainsi que les livres et les dossiers à jour qu'elle tenait pour la gestion des activités d'aménagement forestier;
- 10.7.2. tous les dossiers d'autres activités que le **Ministre** lui a confiées dans le cadre de la présente entente.

Article 11

FORCE MAJEURE

- 11.1. Si l'une des **Parties** est incapable ou fait défaut de remplir l'une quelconque des obligations prévues à la présente entente en raison de force majeure, elle doit alors aviser par écrit, sans délai, l'autre partie aux présentes, lequel avis devra décrire la cause de force majeure et son effet sur la capacité de la partie concernée d'exécuter son obligation en vertu de la présente entente. Cette partie ne sera pas responsable envers l'autre partie du non-respect de son obligation au cours de la période de cette incapacité ou de ce défaut ni des conséquences en découlant, y compris des dommages pouvant en résulter.

Aux fins de la présente entente, l'expression « Force majeure » signifie tout acte ou omission hors du contrôle de la partie qui l'invoque et comprend, sans restriction, les incendies, les accidents, les grèves, les lock-out, les coalitions ouvrières, les arrêts de travail ou autres troubles ouvriers, les blocus, les insurrections, les troubles civils, les sabotages, le

terrorisme, le vandalisme, les tremblements de terre, les tempêtes, les inondations, la sécheresse, les embargos, les guerres, les émeutes, les pénuries d'approvisionnement ou les pannes d'électricité, de transporteurs, d'entrepreneurs ou de fournisseurs de matériaux.

Article 12

MODIFICATION

- 12.1. En tout temps et d'un commun accord, les **Parties** peuvent modifier la présente entente par un avenant écrit et signé par les **Parties**. Cet avenant fera partie intégrante de la présente entente.

Article 13

CESSION

- 13.1. Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou autrement transportés en tout et en partie sans l'autorisation préalable écrite du **Ministre** aux conditions qu'il détermine.

Article 14

MODE AMIABLE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- 14.1. Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la présente entente ou sur son interprétation, les **Parties** s'engagent en premier lieu à rechercher une solution amiable à ce différend.

Article 15

RESPONSABILITÉS DE REXFORÊT

- 15.1 À l'exception des dispositions de l'article 6 des présentes, l'exécution de la présente entente par **Rexforêt** ne peut engager la responsabilité du gouvernement.

Rexforêt sera responsable de tout dommage causé par elle, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de la présente entente, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu de celle-ci.

Rexforêt s'engage à indemniser, protéger et prendre faits et cause pour le **Ministre** contre tout recours, réclamation, demande, poursuite et autre procédure pris par toute personne en raison de dommages ainsi causés.

Est un sous-traitant aux fins du présent article, une entreprise d'aménagement liée à **Rexforêt** par contrat ou par entente.

Article 16

VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 16.1 Les demandes de paiement découlant de l'exécution de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, RLRQ, chapitre M-24.01).

Article 17

PÉNALITÉS

- 17.1 Le cas échéant, **Rexforêt** conservera les revenus découlant des pénalités contractuelles versées par les entreprises. Ces revenus seront soustraits des dépenses de **Rexforêt** faites dans le cadre de l'application de la présente entente, étant entendu que ces dépenses ne pourront plus être réclamées au **Ministre**, ou utilisés à toutes autres fins que lui désigne le **Ministre**.

Article 18

Avis

- 18.1 Tout avis, instruction, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les **Parties**, doit être donné par écrit et être transmis par messenger, télécopieur, courriel ou poste recommandée à l'adresse de la partie concernée, comme indiqué ci-après :

- Dans le cas du **ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs**, à :

Monsieur François Provost
Directeur général de la coordination de la gestion des forêts
Édifice Le Saphir
1300, rue Blizzard
Bureau 200B
Québec (Québec) G2K 0G9
Télécopieur : 418 646-0042
Courriel : francois.provost@mffp.gouv.qc.ca

- Dans le cas de **Rexforêt inc.**, à :

Monsieur Marc Lamontagne
Directeur général
2954, boulevard Laurier
Bureau 590
Québec (Québec) G1V 4T2
Télécopieur : 418 644-9927
Courriel : m.lamontagne@rexforet.com

Tout changement d'adresse ou de destinataire de l'une des **Parties** doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé la présente entente.

Pour le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Original signé
Madame Line Drouin
Sous-ministre

180327
Date

Pour Rexforêt inc.

Original signé
Monsieur Jean Roy
Président du conseil d'administration

02/04/2018
Date

Original signé
Monsieur Marc Lamontagne
Directeur général

29/03/2018
Date

MODALITÉS DE TRANSFERT DE FONDS ENTRE LE MFFP ET REXFORÊT

1) Budget d'exécution des travaux d'aménagement forestier (Annexe 1)

- Verser, au début d'avril, une avance correspondant à 25 % de la valeur des travaux d'exécution prévus;
- Par la suite, sur production aux deux semaines du rapport d'état d'avancement des travaux sylvicoles (EATS), verser 75 % de la valeur des travaux réalisés.

2) Budget d'approbation des travaux et rapports (Annexe 2)

- Verser le budget d'approbation des travaux et des rapports en 10 versements mensuels égaux et consécutifs à compter du 1^{er} avril.

3) Budget de gestion et d'administration (Annexe 3)

- Verser le budget de gestion et d'administration en 10 versements mensuels égaux et consécutifs à compter du 1^{er} avril.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé la présente entente.

Pour le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

180327
Date

Pour Rexforêt inc.

Original signé

Monsieur Marc Lamontagne
Directeur général

29/03/2018
Date

INDICATEURS DE PERFORMANCE DE REXFORÊT

1. Taux d'investissement des budgets sylvicoles, en respect de la programmation annuelle des activités déléguées.
2. Maintien d'un système de gestion environnemental conforme aux exigences de la norme ISO 14001.
3. Taux de conformité des travaux sylvicoles.
4. Taux de respect des mesures d'harmonisation, des affectations territoriales et des modalités particulières sur les secteurs d'intervention traités.
5. Taux de respect des dispositions du Règlement sur l'aménagement durable des forêts du domaine de l'État (RADF) lors des interventions forestières.
6. Proportion de contrats octroyés par appels d'offres publics permettant de réaliser la transposition à la grille de valeur des traitements sylvicoles non commerciaux.
7. Taux de vérifications réalisées en respect du plan de contrôle établi et convenu.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé la présente entente.

Pour le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

180327

Date

Pour Rexforêt inc.

Original signé

Monsieur Marc Lamontagne
Directeur général

29/03/2018

Date



LISTE DES EXIGENCES CONTRACTUELLES SUPPLÉMENTAIRES PAR ANNÉE D'EXERCICE

Nom du document	Forme, teneur des documents et fréquence du dépôt	Date du dépôt
Liste des exigences contractuelles supplémentaires par année d'exercice.	Selon les documents prévus à la « Liste des exigences contractuelles supplémentaires par année d'exercice ».	Selon le document « Liste des exigences contractuelles supplémentaires par année d'exercice ».

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé la présente entente.

Pour le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

180327

Date

Pour Rexforêt inc.

Original signé

Monsieur Marc Lamontagne
Directeur général

29/03/2018

Date